

Fiche d'examen au cas par cas pour les PLU, PLUi et cartes communales (liste indicative d'informations à fournir)

1. Intitulé du projet et état d'avancement

Procédure concernée (ex pour les PLU : élaboration, révision, DP ou DUP...)	Type de document (ex : POS, PLU communal ou intercommunal, carte communale)	Territoire concerné
ELABORATION	PLU	AFFOUX (69)

En cas d'élaboration ou de révision générale de PLU ou PLUi	
Date de débat du PADD	17/10/16
Le cas échéant, date prévisionnelle de l'arrêt du projet	

2. Identification de la personne publique responsable

Personne publique responsable (compétente pour conduire la procédure d'urbanisme)	MAIRIE DE AFFOUX
Courriel	mairie_affoux@hotmail.fr

3. Caractéristiques principales de la procédure

3.1. Caractéristiques générales du territoire	
Nom(s) de la (ou des) commune(s) concernée(s)	AFFOUX
Nombre d'habitants concernés (au dernier recensement général de la population)	346 habitants (INSEE 2014)
Le cas échéant : nombre d'habitants permanents et en période touristique	
Superficie du territoire	1070 ha

3.2. Quels sont les objectifs de cette procédure ? <i>Annexe : la délibération engageant la procédure</i>

- Transformation du POS (caduc depuis mars 2017) en PLU
- Mise en compatibilité avec le SCOT du Beaujolais

3.3. Quelles sont ses grandes orientations d'aménagement ?

Annexe : pour une élaboration ou une révision générale de PLU communal ou intercommunal, joindre le projet de PADD qui a été débattu par le Conseil municipal ou par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU

Le PADD développe 3 grandes orientations :

- Pérenniser les composantes démographiques et économiques locales,
- Valoriser un positionnement géographique aux confins du Rhône et de la Loire,
- Préserver l'environnement bâti et non bâti.

3.4. Quelles sont les grandes évolutions réglementaires envisagées pour cette procédure ?

Annexes :

- Pour une élaboration ou une révision générale de PLU : si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, joindre le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur et, le cas échéant, une première version du projet de zonage en cours d'élaboration ;

- Pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L. 123-13, II, du code de l'urbanisme) et les déclarations de projet ou DUP impactant un POS ou un PLU : le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint ;

- Cantonner la majorité de l'urbanisation future autour du bourg.
- Définir une offre foncière raisonnée et en cohérence avec les évolutions démographiques passées et les orientations du SCOT : à l'horizon 2030, le PLU prévoit une offre foncière à vocation résidentielle de 1,55ha pour 19 nouveaux logements.
- Prise en compte des zones humides et des éléments de patrimoine via les articles L.151-19 et L.151-23 du code de l'urbanisme.
- Prise en compte des corridors écologiques via un zonage particulier Nco.
- Prise en compte des risques (inondation, géologique).

3.5. Le projet sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) (exemples : avis de la CDPENAF, du Comité de massif, autorisation du SCoT au titre de l'article L. 122-2 du code de l'urbanisme...) ou fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ? (ex : procédure d'AVAP, de mise à jour du zonage d'assainissement...) ? Si oui, préciser

Avis de la CDPENAF

3.6. Contexte de la planification : le projet est-il concerné par...

- les dispositions de la <u>loi Montagne</u> ?	OUI
- les dispositions de la loi Littoral (3 lacs concernés : Léman, Bourget, Annecy) ?	NON
- une <u>DTA</u> ou <u>DTADD</u> ? Si oui, laquelle ?	NON
- un <u>SCoT</u> , un schéma de secteur ? Si oui, le(s)quel(s) ? ce(s) document(s) a-t-il (ont-ils) été élaboré(s) selon les dispositions de la <u>loi « Grenelle 2 »</u> ?	SCOT du Beaujolais
- un (ou plusieurs) <u>SDAGE</u> ou <u>SAGE</u> ? Si oui, le(s)quel(s) ?	SDAGE Rhône-Méditerranée

3.7. Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme : le document en vigueur sur le territoire (ou au moins un des documents d'urbanisme en vigueur, pour un PLUi) a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

POS (caduc) n'ayant pas fait l'objet d'une évaluation environnementale

4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine

4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain

Quels sont les objectifs de cette procédure en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	A l'horizon 2030, le PLU prévoit une offre foncière à vocation résidentielle de 1,55ha pour 19 nouveaux logements. Les surfaces disponibles ont été réduites d'environ 19 ha et pas de nouvelles zones constructibles par rapport au POS (caduc).
---	--

Quelle est l'évolution par rapport aux tendances passées ?	L'objectif de production de logements suit les tendances passées puisque le rythme était de 1,9 logements/an.
Sur quelles perspectives de développement (<i>démographique, économique, touristique ou d'équipements publics ou autre, selon la vocation de l'urbanisation envisagée</i>) du territoire s'appuient ces objectifs en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	A l'horizon 2030, le PLU prévoit une offre foncière à vocation résidentielle de 1,55ha pour 19 nouveaux logements.
Le projet a-t-il pour conséquence d'ouvrir à l'urbanisation certaines parties du territoire : oui / non ? Si oui :	
Quelle est approximativement la superficie consommée ?	1,55ha constructibles dont 1,09 ha en zone U et 0,46 ha en zone AU.
Quelles possibilités d'optimisation du potentiel constructible à l'intérieur du tissu urbain existant (<i>densification, dents creuses, opérations de démolition/reconstruction, friches, bâtiments non investis, logements ou locaux vacants, lits froids pour le tourisme de montagne...</i>) ont été préalablement examinées ?	<p>Les dents creuses à l'intérieur de la zone urbanisée du bourg et de deux hameaux représentent 1,09 ha.</p> <p>Par ailleurs, il n'y a pas à ce jour de tènement foncier bâti ou non en friche sur la commune et la vacance n'est pas significative.</p>
Expliquez dans les grandes lignes, en fonction des zones concernées, les impacts de cette ouverture à l'urbanisation (<i>sur les espaces agricoles, naturels ou forestiers, en termes de déplacements...</i>).	<p>Sur les 1,55 ha constructibles, 0,5ha sont déclarés comme exploités (prairies) soit 0,1%de la SAU.</p> <p>Aucune zone ouverte à l'urbanisation ne concerne des parcelles boisées.</p> <p>S'agissant des déplacements, le recentrage de l'urbanisation sur trois pôles au lieu de 8 devrait limiter l'accroissement des circulations.</p>

4.2. Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ?
<u>Zone Natura 2000</u> ?		✗	Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
<u>Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO)</u> ?		✗	
<u>Parc national, parc naturel marin, réserve naturelle (régionale ou nationale) ou parc naturel régional</u> ?		✗	
<u>Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type I</u> ?	✗		<u>ZNIEFF I : Affluents de la Turdine</u> Ce secteur concerne 2,7% du territoire dans la pointe Nord-Ouest du territoire communal et est classé en zone naturelle ou agricole. <u>ZNIEFF I : Vallon du Torranchin</u> Ce secteur concerne 3,7% du territoire en limite communale Sud et est classé en zone naturelle de corridor écologique. <u>ZNIEFF 2 : Haut bassin versant de la Turdine</u> Ce secteur concerne 12% de la partie Nord-Ouest du territoire et est classé en zone naturelle ou agricole.
<u>Arrêté préfectoral de protection de biotope</u> ?		✗	
Continuité écologique connue ou repérée par la commune ou l'intercommunalité ou par un document de rang supérieur (<u>SRCE</u> , SCoT, DTA...) ?	✗		Le SCOT identifie un corridor écologique terrestre qui débute au lieu-dit Cherblanc sur la limite communale entre Violay et Villechenève (limite également entre le département de la Loire et du Rhône) et s'étend en jusqu'au Sud du bourg d'AFFOUX. Il est zoné en zone naturelle et en zone naturelle de protection paysagère et agricole. De plus, aucune extension de l'urbanisation n'est prévue dans ou à proximité de ce corridor.

<u>Zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation</u> ? Repérée par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...) ou par un autre document (contrat de rivière, inventaire du Conseil général...) ? <u>Ou identifiée au titre de la convention de RAMSAR</u> ?	x		Ces zones humides sont protégées au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme et se situent en zone N ou A du PLU.
---	---	--	---

4.3. Paysages, patrimoine naturel et bâti			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Éléments majeurs du patrimoine bâti (<u>monuments historiques</u> et périmètres de protection, élément inscrit au patrimoine de l'UNESCO, <u>zone de présomption de prescription archéologique...</u>) ?	x		La commune est concernée par le périmètre de protection de 500 m lié à la ferme Fouillat du 18ème/19ème siècle située en entrée Ouest du bourg et classée monument historique le 27 juillet 1994.
<u>Site classé</u> ou projet de site classé ?		x	
<u>Site inscrit</u> ou projet de site inscrit ?		x	
Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (<u>ZPPAUP</u>) ou Aire de mise en valeur du patrimoine (AVAP) ?		x	
Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ?		x	
<u>Directive de protection et de mise en valeur des paysages</u> ?		x	
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...) ?		x	

4.4. Ressource en eau			
Captages : Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, précisez lesquel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la
Périmètre de protection (immédiat, rapprochée, éloignée) d'un captage		x	
Captages :	Oui	Non	Si oui, précisez lesquel(le)s ?
Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) des 500 captages prioritaires Grenelle 2 ?		x	
De captages repérés par un SDAGE Ou un SAGE?		x	
Usages :	Oui	Non	Si oui, précisez
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins futurs ? Pour l'alimentation en eau potable et pour les autres usages?	x		<p>La ressource exploitée pour alimenter le réseau se situe en retrait des berges du Rhône à Grigny.</p> <p>En 2016, les volumes d'eau produits par les ressources propres du syndicat se sont élevés à 5 491 800 m³. Par ailleurs, la commune peut bénéficier d'apports d'eau.</p> <p>La consommation moyenne annuelle par abonné sur l'ensemble du syndicat est de 168m³/abonné (90m³/abonné à AFFOUX).</p> <p>Les orientations poursuivies par le PLU correspondent à terme à la construction de 19 logements. Cela représente un besoin supplémentaire théorique en eau potable de 1710 m³ (19*90 m³) soit moins de 1% du volume produit en 2016.</p> <p>Les capacités propres du syndicat apparaissent donc suffisantes pour les besoins actuels et futurs.</p>
Y a-t-il risques de conflits entre ces différents usages ?		x	
Le projet est-il concerné par une zone de répartition des eaux (ZRE) ?		x	

Le système d'assainissement a-t-il une capacité suffisante pour les besoins présents et futurs du territoire et des autres territoires qui y sont raccordés ? Quel est l'impact sur les rejets dans les milieux ?	x		<p>La capacité de la STEP actuelle du bourg (STEP de type lit bactérien) est de 150EH. Actuellement 59 abonnés soit environ 130EH sont raccordés à cette station.</p> <p>La station d'épuration est non conforme car le rejet de la station a un impact sur le milieu récepteur, le Torranchin.</p> <p>Des travaux de mise en séparatif ont été engagés en 2014 et une antenne d'eaux usées raccordée sur le pluvial a été reconnectée sur le réseau de collecte des eaux usées en 2015.</p> <p>Des travaux d'élimination des eaux claires parasites permanentes restent à engager, afin d'améliorer les performances épuratoires de la station de traitement.</p> <p>A la demande de la Police de l'Eau, un nouveau bilan sur le milieu récepteur sera mené, en 2018, par la COR afin de réévaluer l'impact du rejet de la station sur le cours d'eau.</p>
---	---	--	---

4.5. Sols et sous-sol, déchets			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués (basededonnées BASOL) ?		x	
Anciens sites industriels et activités de services (base dedonnéesBASIAS) ?		x	
Carrières et/ou projets de création ou d'extension de carrières ?		x	
Projet d'établissement de traitement des déchets sur le territoire ?		x	

4.6. Risques et nuisances			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?

Risques ou aléas naturels (<i>inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts...</i>), industriels, technologiques, miniers connus ?	x		<p>La commune est concernée par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le risque inondation : La commune d'AFFOUX est comprise dans le périmètre du PPRNI de la Brévenne et de la Turdine mais n'est pas soumise à des phénomènes d'inondation par débordement de cours d'eau. Elle est uniquement concernée par les mesures de maîtrise de ruissellement des eaux pluviales. En d'autres termes, l'ensemble de la commune est hors zone inondable du PPRNi mais en zone blanche (prescriptions concernant la gestion des eaux pluviales pour toute nouvelle imperméabilisation). - Le risque mouvement de terrain : La commune d'AFFOUX est concernée par des zones de susceptibilité aux mouvements de terrain : <ul style="list-style-type: none"> • de niveau faible à fort pour les glissements de terrain, • de niveau faible à moyen pour les coulées de boues. <p>Elle n'est pas concernée par les phénomènes de chute de blocs.</p> <p>Une étude géologique a été réalisée à l'échelle communale dont les prescriptions réglementaires sont annexées au PLU.</p>
Plans de prévention des risques (<i>naturels, technologiques, miniers</i>) approuvés ou en cours d'élaboration ?		x	Le PPRNi de la Brévenne et de la Turdine a été prescrit le 22 mai 2012 et modifié par l'arrêté préfectoral n°2014-010-0001 du 15 janvier 2014 sur le territoire inclus dans le bassin versant de 47 communes de la Brévenne et de la Turdine. Une zone inondable a été définie le long de la Turdine.
Nuisances connues (<i>sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives</i>) ou projets susceptibles d'entraîner de telles nuisances ?		x	
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?		x	

4.7. Air, énergie, climat			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?		x	

Enjeux spécifiques relevés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ?		x	
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		x	

5. Elements complémentaires que la commune ou l'intercommunalité souhaite communiquer (facultatif)

6. Annexes (rappel)

Pour les élaboration ou révision de PLU ou PLUi ou de carte communale	Pour les PLU et PLUi : le projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU	<input checked="" type="checkbox"/>
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur POS (caduc)	<input type="checkbox"/>
	Le cas échéant, une première version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	<input checked="" type="checkbox"/>
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint et les déclarations de projet ou DUP impactant un POS ou un PLU	Le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint	<input type="checkbox"/>
Pour tous	La délibération prescrivant la procédure	<input checked="" type="checkbox"/>